

Refus de la nouvelle tarification des eaux d'irrigation

Dossier de la rédaction de H2o
April 2013

Des

agriculteurs de la délégation d'El Battan ont manifesté devant le ministère de l'Agriculture, le 11 mars à Tunis, pour protester contre la nouvelle tarification des eaux d'irrigation. Une réunion a eu lieu le même jour entre l'Union locale de l'agriculture et de la pêche - ULAP, d'El Battan et le ministère, mais n'a pas abouti à un accord faisant l'unanimité au sein des agriculteurs.

Plusieurs dizaines

d'agriculteurs de la délégation d'El Battan, gouvernorat de La Manouba, ont manifesté toute la journée du lundi devant le siège du ministère de l'Agriculture à Tunis. La raison de leur contentement: la tarification des eaux d'irrigation. Les agriculteurs doivent désormais payer 38 millimes par mètre cube d'eau, en plus d'une taxe annuelle fixée à 227 dinars par hectare. L'ancien tarif était de 140 millimes le mètre cube, mais sans taxe additionnelle. Les manifestants estiment que les nouveaux tarifs sont élevés et injustes car ils les obligent à payer d'office une facture, même quand il n'y a pas de consommation d'eau. Pour pouvoir couvrir les dépenses, plusieurs agriculteurs seront obligés de cultiver leur terre chaque année. "Le sol est un milieu vivant. Il faut le laisser se régénérer au moins un an sur deux sinon il perdra toutes ses richesses", s'inquiète un agriculteur. Les cultivateurs jugent aussi l'eau à El Battan cher comparée à d'autres régions. "À Nabeul, par exemple, le mètre cube coûte uniquement 35 millimes. Pourtant, contrairement à El Battan, l'eau ne provient pas d'un barrage à proximité de la région, mais est acheminée via des canaux de plusieurs centaines de kilomètres", s'indigne un agriculteur. Les protestataires revendentiquent la fixation d'un prix unique de 76 millimes par mètre cube et d'enlever la taxe.

Une réunion a été organisée le jour de la manifestation entre le ministre de l'Agriculture, des représentants de différentes directions générales du ministère et Mohamed Ben Salem, le président de l'ULAP et les représentants locaux. Le ministère a fait une nouvelle proposition, soit un tarif de 65 millimes le mètre cube d'eau en plus d'une taxe annuelle de 75 dinars, qui augmentera chaque année jusqu'à atteindre 245 dinars. Aucune des deux propositions n'a fait l'unanimité au sein des agriculteurs. Selon Saad Seddik, directeur général de la gérance rurale, l'eau est disponible pour tous ceux qui acceptent les nouveaux tarifs et signent leur contrat avec le Commissariat régional au développement agricole. Les agriculteurs menacent de faire grève pour contester les nouvelles mesures. Entretemps, les cultures risquent d'être perdues.